

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société FLAM'UP
Communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles R. 122-2 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2013 délivré à la société FLAM'UP en vue d'exploiter un stockage d'allume-feux solides et d'allumettes chimiques sur la commune de Béthisy-Saint-Pierre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016 délivré à la société FLAM'UP afin d'exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Saintines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le dossier de porter à connaissance portant sur la modification des conditions d'exploitation du site de la société FLAM'UP implanté sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et de Saintines, transmis le 19 février 2025, ainsi que les compléments transmis le 27 octobre 2025 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2025 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant par courriel du 30 décembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant par courriel du 6 janvier 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. La modification consiste en :

- l'exploitation d'un nouveau stockage de 25 tonnes d'aérosols, répertoriés sous la rubrique n° 4320 de la nomenclature des ICPE, stockés dans la cellule 3 du bâtiment Z ;
- l'exploitation d'un nouveau stockage de 55 tonnes de charbon végétal, répertoriés sous la rubrique n° 4801-2 de la nomenclature des ICPE, dans la cellule 2 du bâtiment Z ;
- l'exploitation d'un nouveau stockage de 13 tonnes de recharge de gaz, relevant de la rubrique n° 4718-2 de la nomenclature des ICPE, dans le bâtiment R. Aussi, la quantité de produits relevant de cette rubrique passe de 13 à 32 tonnes au sein du site de la société FLAM'UP, implanté sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines.

2. L'examen des modifications apportées a mis en évidence que les deux nouvelles installations sont exploitées sous les régimes de :

- la déclaration avec contrôle périodique : 1 stockage d'aérosols ;
- la déclaration : 1 stockage de charbon végétal ;

3. L'examen des modifications apportées a montré que celles-ci :

- ne confèrent pas le statut « SEVESO seuil bas », ni par le dépassement direct des seuils, ni par la règle de cumul des dangers pour la santé ;
- n'entraînent pas des extensions des installations soumises à autorisation et enregistrement présentes sur le site de la société FLAM'UP à Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, ni la création de nouvelles installations soumises à enregistrement ou autorisation.

Il s'ensuit que le projet de modification n'est pas substantiel au sens des dispositions du 1° du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

4. La modélisation des flux thermique des scénarios les plus majorants, notamment l'incendie de la cellule d'aérosols et l'incendie de cette cellule avec les cellules mitoyennes, a permis de constater que tous les effets thermiques étaient contenus à l'intérieur du site.

De même, les modifications apportées ne remettent pas en cause le besoin en eau, calculé suivant le guide technique D9, mentionné dans son dossier de demande d'enregistrement de 2015, pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures.

Il s'ensuit que les modifications ne sont pas substantielles au sens des dispositions du 3° du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

5. Les modifications apportées sur le site de la société FLAM'UP sont notables mais non substantielles ;

6. Il convient, en application des dispositions du II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, d'adapter l'autorisation environnementale, notamment en actualisant le classement des installations induit par les modifications apportées ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du département de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société FLAM'UP, dont le siège social est situé chemin du Paillard à Saintines (60 410), est autorisée à poursuivre ses activités de stockage des produits mentionnés dans le présent arrêté, sur les territoires des communes de Béthisy-Saint-Pierre (60 320) et Saintines (60 410), sous réserve des droits des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions du présent arrêté.

Article 2 :

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 du chapitre 1.2 du titre 1 de l'annexe de l'arrêté complémentaire du 22 avril 2013 est abrogé et remplacé par le tableau de classement de l'article 3 du présent arrêté.

Article 3 :

Les installations exploitées relèvent des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

Rubrique	Régime	Capacité	Libellé de la rubrique	Détails des installations
1450-1	A	245 tonnes	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1t	<p>Bâtiments A/Z :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Grattoirs bâtonnets allume-feu et allumettes (phosphore rouge) : 0,35 tonnes (Bâtiment Z Cellules 1&2 – Bâtiment AJ Cellules 1&2) - Cubes sans odeur : 29,39 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2) - Cubes 100 % naturel : 19,72 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2) - Cubes économiques : 66,22 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2) <p>Bâtiment R :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Grattoirs bâtonnets allume-feu : 0,35 tonnes (Bâtiment R Cellule 2) - Cubes sans odeur : 33,1 tonnes (Bâtiment R Cellule 2) - Cubes 100 % naturel : 21,95 tonnes (Bâtiment R Cellule 2) - Cubes économiques : 73,65 tonnes (Bâtiment R Cellule 2)
1510-2	E	95 711 m ³ 2000 tonnes de matières combustibles	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :	<p>Bâtiments A/Z :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtonnets allume-feu : 60,27 (Bâtiment Z Cellule 2) - Allumettes : 608 tonnes (Bâtiment AJ Cellules 1&2 – Bâtiment Z Cellule 1) - Briquets : 85,05 tonnes (Bâtiment Z Cellule 1) - Bois compressés : 103 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2) - Liquides allume-feu : 8,8 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2) - Gels allume-feu : 10,4 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2) - Nettoyant 3 en 1 : 5,6

Rubrique	Régime	Capacité	Libellé de la rubrique	Détails des installations
			<p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>	<p>tonnes (Bâtiment Z Cellule 2)</p> <p>– Cubes sans odeur : 29,39 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2)</p> <p>– Cubes 100 % naturel : 19,72 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2)</p> <p>– Cubes économiques : 66,22 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2)</p> <p>Bâtiment R :</p> <p>– Bâtonnet allume-feu : 68,07 (Bâtiment R Cellule 2)</p> <p>– Briquets : 178,2 tonnes (Bâtiment R Cellule 1)</p> <p>– Bois compressés : 115,7 tonnes (Bâtiment R Cellule 2)</p> <p>– Cubes sans odeur : 33,1 tonnes (Bâtiment R Cellule 2)</p> <p>– Cubes 100 % naturel : 21,95 tonnes (Bâtiment R Cellule 2)</p> <p>– Cubes économiques : 73,65 tonnes (Bâtiment R Cellule 2)</p> <p>1487 tonnes de matières combustibles</p>
4320	D	25 tonnes	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t</p>	<p>Bâtiment Z :</p> <p>Cellule 3 :</p> <p>– Désodorisants : 4 tonnes (Bâtiment Z Cellule 3)</p> <p>– Imperméabilisant : 13 tonnes (Bâtiment Z Cellule 3)</p> <p>– Mousse nettoyante : 4 tonnes (Bâtiment Z Cellule 3)</p> <p>– Rénovateurs : 4 tonnes (Bâtiment Z Cellule 3)</p> <p>Quantité totale : 25 tonnes</p>
4440-2	D	45 tonnes		

Rubrique	Régime	Capacité	Libellé de la rubrique	Détails des installations
			<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t et inférieure à 50 t</p>	<p>Bâtiments AI/Z :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Allumettes (chlorate de potassium) : 18 tonnes (Bâtiment Z Cellule 1 – Bâtiment AJ Cellules 1&2) - Bâtonnets allume-feu (chlorate de potassium) : 0.33 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2) <p>Bâtiment R :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtonnets allume-feu (chlorate de potassium) : 0.12 tonnes (Bâtiment R Cellule 2)
4511-2	DC	140 tonnes	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t et inférieure à 200 t</p>	<p>Bâtiments AI/Z :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cubes économiques : 66,22 tonnes (Bâtiment Z Cellule 2) <p>Bâtiment R :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cubes économiques : 73,65 tonnes (Bâtiment R Cellule 2)
4718-2b	DC	32 tonnes	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale 6 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>Bâtiment AI/Z :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Briquets : 3 tonnes (Bâtiment Z Cellule 1) - Recharge gaz : 1.5 tonnes (Bâtiment Z Cellule 1) <p>Bâtiment R :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Briquets : 8.2 tonnes (Bâtiment R Cellule 1) - Recharge gaz : 3.7 tonnes (Bâtiment R Cellule 1)

Rubrique	Régime	Capacité	Libellé de la rubrique	Détails des installations
4801-2	D	55 tonnes	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	Bâtiment A1/Z : – Charbon de bois végétal : 25 tonnes (Bâtiment Z Cellule 1) – Charbon de bois végétal : 30 tonnes (Bâtiment A1 Cellule 2)

A : Autorisation

DC : Déclaration avec contrôle périodique

D : Déclaration

Article 4 :

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclarations sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, incluses dans l'établissement, dès lors que ces installations ne sont pas réglementées par le présent arrêté et les actes antérieurs.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement, incluses dans l'établissement, dès lors que ces installations ne sont pas réglementées par le présent arrêté et les actes antérieurs.

Article 5 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines font connaître, par procès-verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. La juridiction est compétente en premier et dernier ressort. Le ministère d'avocat est obligatoire.

Elle est déférée dans le délai de deux mois à la Cour administrative d'appel de Douai, 50 rue de la Comédie, 59500 DOUAI :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts.

La Cour administrative d'appel peut être saisie au moyen de l'application Téléréfuge citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les maires de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 14 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

DESTINATAIRES :

Société FLAM'UP

Le Sous-préfet de Senlis

Les Maires des Béthisy-Saint-Pierre et Saintines

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspecteur de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.

